



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Notre protection sociale, « joyau de notre modèle social »... que Macron voudrait pourtant détruire !**

Le président de la République, lors de son allocution télévisée d'hier, a notamment annoncé la poursuite de sa politique libérale et de casse des conquits sociaux, en voulant imposer **une réforme de l'assurance chômage au 1<sup>er</sup> octobre 2021**, sans tenir compte de l'opposition de l'ensemble des confédérations syndicales à ce projet. Que faut-il de plus qu'une position unanime des organisations syndicales contre la réforme de l'assurance chômage et une censure du Conseil d'État pour que le président de la République prenne en compte la dimension profondément injuste, inégalitaire et antisociale de sa réforme ?

Cette posture politique ne sert qu'à envoyer des messages à sa droite, dans la perspective des prochaines élections présidentielles et à donner encore plus de gages au patronat qui ne cesse de recevoir des cadeaux sans conditionnalité ni efficacité : plan de relance, baisse des impôts de production et société !

Malgré les puissantes mobilisations qui se sont déroulées entre décembre 2019 et mars 2020, Emmanuel Macron a aussi annoncé une réforme des retraites visant à travailler plus longtemps et à partir à la retraite plus tard. Allonger les carrières alors qu'aujourd'hui un.e salarié.e sur deux n'est pas en activité est une aberration. Cela va mécaniquement abaisser le niveau des pensions, accroître les inégalités et appauvrir des centaines de milliers de retraité.e.s... Qui peut décemment affirmer qu'une pseudo-garantie de retraite à 1 000 euros est suffisante pour vivre dignement ?

L'annonce de **la suppression des régimes spéciaux** est également de retour. Le Président, dans une visée populiste et électoraliste, loin de tenter de rassembler, joue de nouveau la carte de la division, de la fracture et de l'opposition entre travailleurs et travailleuses.

Pour lutter contre le fléau du chômage, il faut permettre à toutes et tous de trouver un emploi et ce n'est pas en forçant les plus âgé.e.s à rester plus longtemps au travail que cela sera possible.

Avec la CGT, pour gagner le retour au « plein emploi », cela passe par un âge de départ en retraite à taux plein à 60 ans, des dispositifs de départs anticipés pour les métiers pénibles et par l'instauration des 32 heures, pour travailler moins, mieux et travailler toutes et tous !

**La CGT appelle les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi, les retraité.e.s et la jeunesse à se mobiliser contre ces projets de réformes et à gagner le progrès social !**

Montreuil, le 13 juillet 2021